



MARDI 22 MAI

LA CFDT APPELLE LES AGENTS À SE MOBILISER POUR FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX !

Face à un gouvernement qui refuse pour l'heure de sortir de sa seule vision budgétaire de la transformation de l'action publique, la CFDT Fonctions publiques lance un appel à la grève et aux manifestations le mardi 22 mai. Avec un objectif : faire entendre ses revendications !

Toutes et tous mobilisés le mardi 22 mai !

Le mardi 22 mai permettra d'affirmer le refus d'une approche uniquement budgétaire de la fonction publique, sans vision d'un service public de qualité, garant de la cohésion sociale et accessible à tous les usagers.

La mobilisation aura pour objectif de peser sur le rendez-vous salarial dont la CFDT et sept autres organisations syndicales ont obtenu qu'il se tienne mi-juin et non à l'automne comme le voulait le Gouvernement. La CFDT Fonctions publiques entend réaffirmer son exigence de mesures collectives et attend des réponses sur la valeur du point, la mise en œuvre du protocole Parcours professionnels, carrières, rémunération (PPCR), ou encore la compensation de la CSG et l'égalité professionnelle femmes-hommes.

La CFDT n'a pour l'heure pas vu d'ouverture sur ses revendications, alors que tous les voyants commencent à virer au rouge et que l'inquiétude des agents, sur le recours accru aux contractuels, le salaire au mérite, l'avenir des missions de service public ou la place du dialogue social, est réelle.



Le mardi 22 mai sera un coup de semonce au gouvernement, afin qu'il se mette à l'écoute des agents et de leurs revendications.

La CFDT a déposé un préavis de grève couvrant tous les agents publics.



Paris, le 24 avril 2018

Monsieur le Premier Ministre,

Les neuf organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique appellent l'ensemble des personnels de la Fonction publique de l'État, de la Fonction publique Hospitalière et de la Fonction publique Territoriale à la grève et aux manifestations le mardi 22 mai 2018.

Elles exigent un dialogue social respectueux des représentants des personnels et appellent les agents à dire leur rejet du projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agent-es, considérant que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut de même que la possible rémunération « au mérite » assise sur des critères antinomiques de ceux du service public. Elles rappellent leur opposition à la remise en cause des CAP et à la disparition des CHSCT, comme à toutes mobilités forcées vers le secteur privé.

Dans le cadre du rendez-vous salarial du mois de juin, les organisations appellent les agents à exiger que le gouvernement propose des mesures qui permettent une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous : fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation, rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence, compensation pérenne de la hausse de la CSG, respect des engagements en matière d'évolution de carrière, amélioration des déroulements de carrière.

Les organisations sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions. Forte de ces valeurs, elles appellent le Gouvernement à être extrêmement vigilant sur les suites à donner au futur rapport du Comité Action Publique 2022.

La présente lettre vaut préavis de 24 heures pour le mardi 22 mai 2018, ce préavis couvrant les agents commençant ou terminant leur vacation de travail au cours de cette journée.

Monsieur Edouard PHILIPPE
Premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 PARIS

.../...

Pendant la durée du préavis, les organisations signataires répondront à toute négociation qu'il vous appartient d'ouvrir, conformément aux termes de l'article L2512-2 du Code du Travail sur l'exercice du droit de grève dans la Fonction publique.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de nos salutations respectueuses.



Mylène JACQUOT
*Secrétaire Générale
de l'UFFA-CFDT*



Nathalie MAKARSKI
*Présidente de la Fédération
des Fonctions Publiques
CFE-CGC*



Denis LEFEBVRE
Président de la CFTC-FAE



Jean-Marc CANON
*Secrétaire Général
de l'UGFF-CGT*



Bruno COLLIGNON
Président de la FA-FP



Christian GROLIER
Secrétaire Général de FGF-FO



Bernadette GROISON
*Secrétaire Générale
de la FSU*



Denis TURBET-DELOF
*Délégué National de Solidaires
Fonction Publique*



Luc FARRE
*Secrétaire Général
de l'UNSA Fonction Publique*